

**Commission tripartite Mali-Burkina Faso-UNHCR :  
Des solutions envisagées pour le rapatriement des déplacés**

MALI 

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 20 NOVEMBRE 2023

**1467**

**Malikilé**

[www.malikile.com](http://www.malikile.com)

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



**Session Spéciale de la CNELA**

**Amélioration de l'enseignement  
supérieur au Mali**



**Nouveau découpage administratif :**  
Le RPM forme ses militantes



**Valorisation des déchets solides :** Bienvenue à  
«Waste, A golden Hiver in Mali»



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**19** Novembre  
2023

## RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



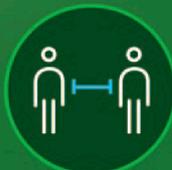
Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**28**

Nouveaux cas confirmés

**0**

Nouveaux guéris

**0**

Nouveaux décès

**0**

Au cours des dernières 24 H

### VACCINATION

**698873** Vaccinations incomplètes

**3742757** Vaccinations complètes

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**33150**

**Guéris**

**32331**

**Décès**

**743**

dont 01 font l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.11



P.17



P.22



## / Une /

Session Spéciale de la CNELA :  
Amélioration de l'enseignement supérieur au Mali

P.4

## / Breves /

Mali : Le gouverneur de Kidal interpellé  
Intervention militaire de la CEDEAO au Niger : Les nouvelles options d'Alassane Ouattara  
Reprise de Kidal : La classe politique salue  
Haut conseil des maliens du Sénégal :  
Qui veut encore créer du désordre ?

P.11

P.12

P.13

P.14

## / Actualité /

Valorisation des déchets solides : Bienvenue à «Waste, A golden Hiver in Mali»  
Fonds COVID-19 de la CCIM : Le pourvoir du procureur de la cour d'appel  
examiné aujourd'hui  
SOLIDARITE : l'AFTI fait parler son cœur

P.16

P.17

P.19

## / Politique /

Commission tripartite Mali-Burkina Faso-UNHCR : Des solutions envisagées  
pour le rapatriement des déplacés  
Nouveau découpage administratif : Le RPM forme ses militantes

P.22

P.24

## / Culture & Société /

Pomme de Terre :  
Les bonnes nouvelles du champ

P.25

## / International /

Relations sino-américaines :  
Xi Jinping souligne le rôle du peuple  
France :  
Malaise dans la diplomatie sur la politique de macron au Moyen-Orient

P.26

P.27

## / Sport /

Coupe du monde 2026 :  
Les aigles, en route pour USA-Canada-Mexique

P.29

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations  
[AMPI]

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass –  
Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

- **Gérant:** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef:** .....
- **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial:** Youssef Diarra
- **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



## Session Spéciale de la CNELA

# Amélioration de l'enseignement supérieur au Mali

Le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Boureima Kansaye, a présidé la cérémonie d'ouverture des sessions ordinaires de la Commission Nationale d'Établissement des Listes d'Aptitude (CNELA). Cette session combine la 16ème Session pour les Enseignants-Chercheurs et la Session 2023 pour les Chercheurs. Étaient présents le directeur général de l'enseignement supérieur et de la

recherche scientifique, le président de la commission nationale d'établissement des listes d'aptitude, le directeur général du centre national de recherche scientifique et technologique (CNRST), le directeur exécutif de l'AMAQ-SUP, le directeur des ressources humaines du secteur de l'éducation, les recteurs des universités de Bamako et de Ségou, les directeurs généraux des grandes écoles et plusieurs enseignants-chercheurs.

Au cours de cette session, 242 dossiers seront examinés pour l'inscription aux fonctions de Maître de Conférences et de Professeur, et 195 pour l'inscription aux fonctions de Maître de Recherche et de Directeur de Recherche. Au total, la CNELA examinera et évaluera 437 dossiers de candidature, soit une augmentation de 12 dossiers par rapport à la 15e session.



Le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Bourema Kansaye, a souligné que ces évaluations doivent respecter les principes de rigueur scientifique, d'équité et d'impartialité. C'est ainsi que la crédibilité de ce processus est mesurée, afin de donner à la voie nationale d'évaluation et de promotion des enseignants-chercheurs et chercheurs la reconnaissance qu'elle mérite. «Permettez-moi de revenir sur l'histoire de la CNLA. Il y a plus de 10 ans, en 2012, la sixième session avait enregistré 65 dossiers. Je saisis cette occasion pour féliciter et remercier toutes les parties prenantes, en général, et le Secrétariat Permanent de la CNELA, en particulier, dont

l'engagement et les efforts constants ont permis l'organisation de ces sessions», a-t-il déclaré.

Le ministre Bourema Kansaye a également souligné que notre système d'enseignement et de recherche a besoin de l'engagement fort et de la participation active de tous les acteurs pour être plus efficace et compétitif. «J'encourage vivement tous les acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique à se mobiliser davantage pour assurer le bon déroulement des activités pédagogiques et de recherche. Pour ma part, je vous assure que le département ne ménagera aucun effort pour améliorer les conditions de travail de tous les

acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Cette session me donne l'heureuse occasion d'annoncer la tenue en décembre d'un atelier de finalisation des projets de texte fixant les conditions d'inscription sur les listes d'aptitude de la CNELA. J'espère que cet atelier aboutira à des recommandations qui concrétiseront la création du corps unifié des Enseignants-Chercheurs (conformément à l'Ordonnance No 2017-036/P-RM du 27 septembre 2017, portant Statut des Enseignants-Chercheurs)», a-t-il ajouté, avant de déclarer ouverte la session ordinaire 2023 des enseignants-chercheurs et des chercheurs.

■ Ibrahim Sanogo

## ■ Malick Konate



Hier soir, nous étions en Côte d'Ivoire et nous avons eu une discussion animée sur les problèmes du Sahel. En seulement dix heures, nous avons réussi à trouver des solutions pour ces pays lol. D'après Klypsi Gamby «les problèmes sont connus et les solutions sont connues aussi - il reste l'application».

Soudain, une rumeur a surgi au milieu de notre discussion et tout le monde s'est empressé de la vérifier. Notre chef de bande, Poutine Tapa Konte, alias Dimitri, était particulièrement enthousiaste et a même commandé un bon Kinkinliba pour moi. Quelques minutes plus tard, la véritable information est tombée pour démentir la rumeur. Je préfère garder le reste de l'histoire pour moi... mais Dimitri n'a pas aimé cela lol il espérait que cette rumeur se réaliserait.

Ce fut une soirée mémorable entre amis, où nous avons discuté du Mali et de la situation dans le Sahel.

#Bèki\_Takè



## ■ Malick Konate



L'un des principaux problèmes de ce pays est le taux élevé de corruption et la persistance des inégalités. Il est malheureux de constater, d'une part, que la majorité des citoyens, qu'ils soient fonctionnaires ou employés du secteur privé, ont recours à des pratiques de vol pour s'enrichir. Et d'autre part, que certaines pratiques inégalitaires persistent au sein de nos administrations, qu'elles soient publiques, parapubliques ou privées.

À tous les étages de notre société, cette vilaine pratique règne en maître.

Il est inutile de mener une enquête pour constater les inégalités flagrantes entre les salaires des fonctionnaires et leur train de vie extravagant, conséquence parfois des revenus illégaux qu'ils perçoivent. A quoi ça rime donc d'acquérir, par exemple, des véhicules à des dizaines de millions de francs pour un fonctionnaire dont le salaire ne vaut le million si le citoyen lambda ne peut bénéficier de quelques kilomètres d'asphalte pour se déplacer convenablement ?

Il est donc urgent de lutter contre la corruption et les inégalités, et de développer les infrastructures du pays pour améliorer la situation économique et sociale de toutes et de tous.

Certains fonctionnaires quittent leur maison le matin en disant à leur femme ou à leurs enfants qu'ils vont essayer de trouver quelque chose au service. Mais, à part son salaire, qu'est-ce qu'il va trouver là-bas ? Si tu es médecin, tu vas juste prendre l'argent des patients, et si tu es policier, tu vas prendre l'argent des citoyens. Ils vont au travail non pas pour travailler, mais pour trouver quelque chose, et donc de l'argent. Dans un pays sérieux, il est important de planifier ses dépenses en fonction de son salaire, et non en fonction de ce que l'on peut gagner chaque jour au travail en dehors de tout cadre légal. En dehors du salaire, il est rare de gagner davantage à moins d'être impliqué dans des activités illégales.

Cependant, cela arrange tout le monde et est donc toléré. Chacun critique les personnes qui volent des milliards, sans jamais mentionner ses propres petites tricheries au quotidien. Cela montre simplement la hiérarchie sociale en place.

En France, par exemple, il est rare d'entendre quelqu'un dire : «Attends-moi, je vais au travail et je réglerai ça à mon retour.» Parce qu'il sait que le lieu du travail n'est pas un lieu de business. Il va pour travailler et attendre le salaire à la fin du mois.

Au Mali, il est courant de voir quelqu'un gagnant 300 000 FCFA vivre aussi aisément qu'une personne gagnant 700 000 FCFA. Avec un salaire mensuel de 300 000 F, certains peuvent même se permettre de construire une villa de 40 millions après seulement 5 ans de service. Mais, pour d'autres, avec ce même salaire, ils doivent supporter des loyers de 150 000 F. Comment peuvent-ils vivre avec le reste de leur argent si ce n'est pas « Youroukou-Youroukou » (détournement) ?

Chaque année, l'âge des fonctionnaires maliens diminue. Pour eux, la retraite est synonyme de maladie ou de mort, car ils ne l'acceptent jamais. Au contraire, dans d'autres pays, la retraite est une bonne nouvelle, mais au Mali, c'est plutôt un deuil.

#Bèki\_Takè

## Malick Konate



La démocratie ne peut exister sans la présence de journalistes, et inversement, les journalistes ne peuvent exercer leur métier sans une démocratie établie. Pourtant, lors d'un événement récent, un journaliste a donné une définition de son rôle qui semblait plus destinée à satisfaire son hôte du jour plutôt qu'à refléter la véritable mission du journalisme. Il est important de rappeler que choisir un métier est un acte réfléchi, et que si l'on n'est plus en mesure de respecter les règles et valeurs de ce métier, il est possible de changer de voie à tout moment.

La diffusion d'une information fiable, objective et complète est primordiale pour le bon fonctionnement d'une démocratie. Les citoyens ont besoin de s'appuyer sur des sources d'information crédibles pour prendre des décisions éclairées et s'engager pleinement dans la vie politique. L'information permet de saisir les enjeux, de développer des opinions et de participer activement aux débats publics.

#Bèki\_Takè

## Malick Konate



Il est prévu que le numéro 01 se rende à Kidal à la fin du mois.

## Soutien aux éléphants



BEUGRÉ a apporté son soutien à notre commandos HALLER pour sa blessure lors de sa félicitation aux joueurs ivoiriens après le match.

Bon rétablissement à HALLER revient nous plus fort



## Drissa Meminta



19 Novembre 1968-19 Novembre 2023  
Création de YEREWOLO :  
19 Novembre 2019  
19 Novembre 2023

## Mossa Ag Attaher



### AUDIENCE AVEC LE GOUVERNEUR DE LA REGION DE NARA

Ce jeudi 16 novembre 2023, j'ai eu le plaisir de recevoir en audience le gouverneur de la région de NARA, le Colonel-Major Amara DOUMBIA.

Nos échanges ont principalement porté sur la nécessité d'accompagner la région de Nara, qui, en raison de la culture migratoire de sa population et du nombre significatif de ses ressortissants dans la diaspora, mérite que des actions concrètes soient menées dans le cadre de la gestion de la migration.

D'un commun accord, nous avons décidé d'organiser la prochaine édition de la Semaine du Migrant 2024 à Nara et de soutenir la région à travers la réhabilitation d'infrastructures destinées aux migrants à travers la cellule technique du co-développement CTC (service rattaché du MMEIA)

Je tiens à exprimer ma gratitude envers le gouverneur pour son dévouement inébranlable et son engagement au service sa région.

**MOSSA AG ATTAHER**

**Ministre des Maliens Etablis a l'extérieur et de l'intégration Africaine**



■ **Yeah Samake**

Vœux Chaleureux pour la 52ème Édition du Pèlerinage Marial

Chers pèlerins,

À l'occasion de la 52ème édition du Pèlerinage Marial

qui se tiendra les 18 et 19 novembre 2023, j'adresse mes vœux les plus sincères à tous les pèlerins venus de tout le Mali et d'ailleurs. Ce rassemblement sacré, qui unit les cœurs et les esprits dans la foi et l'espérance, est un moment privilégié pour notre nation.

Le thème de cette année, « Mali de croyant reste un Peuple Un But Une Foi », est un puissant rappel de notre unité et de notre force commune. Dans un monde en constante évolution, ces paroles nous incitent à rester fidèles à nos valeurs de cohésion sociale, de paix et de fraternité.

En ces jours de recueillement et de prière, que chacun de vous ressente la profondeur de notre solidarité nationale et la force de notre engagement commun à construire un Mali plus uni et prospère. Que ce pèlerinage renforce notre foi collective et inspire chacun d'entre nous à œuvrer pour le bien-être et l'harmonie de notre nation.

Que cette rencontre spirituelle vous apporte paix, réconfort et espérance. Que nos prières et nos méditations contribuent à renforcer les liens qui nous unissent et à propager l'amour et la compréhension dans nos cœurs.

Je vous souhaite un pèlerinage béni et inspirant.

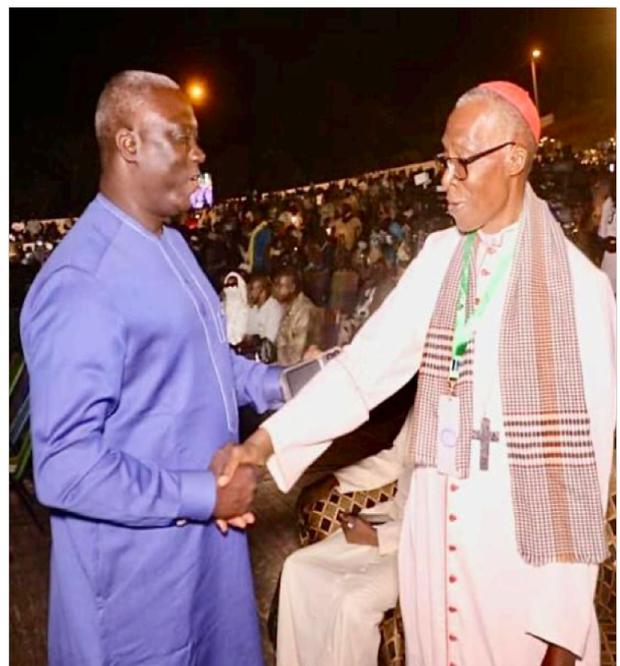
**Niankoro Yeah SAMAKÉ**

Analyste Politique

Président d'Honneur du PACP

Ancien Ambassadeur

Ancien Maire



## ■ L'univers des Superstars



50 Cent a donné son avis sur la vitesse à laquelle Diddy a résolu son affaire judiciaire avec Cassie en seulement 24 heures :

«Il a sorti le chéquier super vite. Il aurait dû le faire plus tôt, avant que les requins ne commencent à sentir le sang. Maintenant, ils arrivent en masse, comptant à rebours 5, 4, 3, 2, 1, pour chaque femme qu'il a approchée.»

- 50 Cent via ses réseaux sociaux



## ■ Macky Sall



@Macky\_Sall

Je suis heureux et ému de me retrouver à la « royaume d'enfance », Fatick, ma ville natale, la ville de Mame Mindiss. Je voudrais saluer les populations, hommes et femmes, d'honneur, de dignité et de courage de cette terre d'histoire, d'engagement, de fidélité, de loyauté et de générosité ; de cette terre de valeurs, à l'hospitalité légendaire. Chères populations du SINE, je vous exprime, en ce moment solennel, ma profonde gratitude pour votre attachement indéfectible à ma personne et votre adhésion totale à Mon Action. Je voudrais, en mon nom, et au nom du Gouvernement, vous exprimer ma vive satisfaction et mes remerciements pour la mobilisation exceptionnelle et l'accueil chaleureux que vous m'avez réservé. Diokondial

## ■ Guillaume K. Soro



Guillaume K. Soro

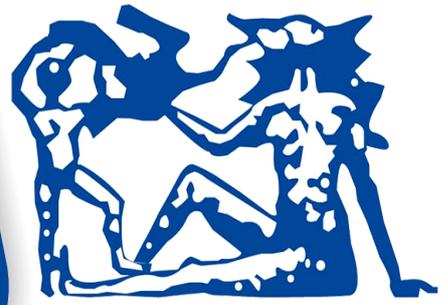
@SOROKGUILLAUME

SALUT À TOUS, Vous dites qu'il est fini. Vous dites qu'il n'intéresse personne. Vous dites qu'il est pauvre et affamé. Vous dites qu'il est malade et agonisant ! Tout ça c'est bien. Sauf que : - Il est fini et pourtant vous parlez de lui tous les jours. - Il n'intéresse personne et pourtant il fait la «UNE» de tous les journaux. - il est pauvre et affamé ( bon ça c'est pas un péché) et pourtant il voyage en ... - il est malade, agonisant et pourtant il n'est pas l'hôte régulier des hôpitaux parisiens ( Hôpital d'Instruction des Armées de Percy) pour ses soins! Donc on fait comment pour ne pas l'aimer !!! EN TOUT CAS EXIL EST FINI.



# COMMUNIQUÉ

COMMISSION BIOMÉTRIE & DÉMATÉRIALISATION



INSTITUT NATIONAL  
DE PREVOYANCE SOCIALE

La Direction Générale de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) invite les **pensionnés maliens** qui se sont faits enrôler dans les agences principales du **district de Bamako** du **02 au 20 octobre 2023**, à retirer leurs cartes biométriques au niveau desdites agences, à compter du **lundi 20 novembre 2023**.

La Direction Générale de l'INPS sait compter sur la bonne compréhension de tous les pensionnés.

Bamako, le 15 novembre 2023

**La Direction Générale**



(+223) 20 22 59 17



[www.inps.ml](http://www.inps.ml)



[infos@inps.ml](mailto:infos@inps.ml)



[INPS.Mali](https://www.facebook.com/INPS.Mali)



[@INPS\\_Mali](https://twitter.com/INPS_Mali)

## Mali: Le gouverneur de Kidal interpellé

Le chef de l'exécutif de la région du Nord aurait été perdu par sa supposée proximité avec un chef rebelle.

Après son entrée dans la ville de Kidal, considérée jusqu'ici comme le fief de la rébellion, le 14 novembre dernier, l'armée tente de consolider son assise. C'est ainsi qu'elle procède à des perquisitions et des patrouilles afin de mettre la main sur d'éventuels complices des rebelles du Cadre stratégique permanent (CSP) que l'Etat considère comme des terroristes.

A cet effet, une conversation téléphonique a été intercepté entre un chef rebelle du nom de Algabass Ag Intalla et le gouverneur de Kidal, le colonel Fodé Malick Sissoko. Dans cet échange, ce dernier prêtait allégeance au premier et lui assurait de sa disponibilité à mettre en péril toute initiative tendant à marquer le retour de l'Etat dans la ville de Kidal. Le moment, il n'y a aucune indication sur la période durant laquelle cette conversation a eu lieu, même si des propos montrent que c'était avant la fête

nationale de l'indépendance, le 22 septembre dernier. Les deux personnalités ont convenu de ne permettre aucune manifestation entrant dans le cadre des festivités du 22 septembre jusqu'à nouvel ordre. Sans compter le fait que le gouverneur assurait qu'on l'empêchait de retourner à Kidal, mais qu'il a toujours fait fi de ses avertissements et mises en garde.

Tout compte fait, le chef de l'Exécutif local de Kidal a été interpellé pour être interrogé. Cette situation intervient alors que l'État tente de consolider à travers plusieurs actions l'entrée de l'armée dans la ville de Kidal, une première depuis une décennie. Pour l'heure, même si l'entrée de l'armée dans la ville de Kidal est une importante étape dans le cadre de la reconquête de l'ensemble du territoire national, beaucoup reste encore à faire. Ce, d'autant plus que la région de Kidal qui fait plus de 260 000 km<sup>2</sup> n'est pas encore totalement sous le contrôle de l'État. Il y a aussi des interrogations sur la capacité de réplique surtout qu'aucun bilan ne permet d'établir les pertes dans leurs rangs et aucun membre de leur commandement politique ou militaire n'a été neutralisé, selon plusieurs sources y compris sécuritaires.

APA



## Intervention militaire de la CEDEAO au Niger : Les nouvelles options d'Alassane Ouattara

**Face au coup d'Etat militaire au Niger, l'intervention militaire brandie par la Cédéao en juillet dernier est loin de se concrétiser. Le président ivoirien, Alassane Ouattara partisan farouche de cette intervention, a changé de cap. Il privilégie désormais une solution politique et diplomatique pour une sortie de crise.**

Le chantage d'une intervention militaire de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) au Niger paraissait déjà de moins en moins vraisemblable ces dernières semaines. Car, au sein même des dirigeants ouest-africains, il n'y a pas une entente sur ce sujet. Il y a ceux qui sont pour l'option militaire et ceux qui pensent qu'il faut privilégier la voie du dialogue pour éviter un embrasement de l'espace sous-régional déjà sous la menace du terrorisme.

La Côte d'Ivoire d'Alassane Ouattara, partisan d'une ligne dure et belliciste contre le général Abdourahamane Tchiani le président de la Transition nigérienne, a renoncé à l'idée d'une intervention militaire de la Cédéao contre ce pays.

Alassane Ouattara a décidé de changer de fusil d'épaule. Le chef de l'Etat ivoirien privilégie davantage une solu-

tion politique et diplomatique pour faire sortir le Niger de la crise qu'il traverse.

Les mises en garde du général de corps d'armée, Lassina Doumbia, chef d'Etat-major général des Armées de Côte d'Ivoire expliquent ce revirement spectaculaire d'Alassane Ouattara.

“Suite à des mises en garde de la part de son état-major militaire, le Président de Côte d'Ivoire a abandonné l'idée d'une intervention militaire au Niger, avancée en juillet par la Cédéao”, peut-on lire dans les colonnes de Jeune Afrique.

Selon les explications de nos confrères de Jeune Afrique, le chef d'Etat-major général des Armées jugeait l'opération trop sensible. Les troupes qui devraient prendre part à l'opération regroupée à Daloa, ville du centre ouest du pays, ont alors été démobilisées à la demande du président ivoirien.

Alassane Ouattara s'est entretenu le vendredi 10 novembre 2023 en marge du premier sommet Arabie saoudite-Afrique, avec le président de la Transition gabonaise, le général Brice Oligui Nguema.

Le nouvel homme fort du Gabon qui a renversé en août dernier Ali Bongo Ondimba a indiqué être venu faire ses civilités au président Alassane Ouattara et bénéficié de ses conseils afin de mener à bien la Transition au Gabon.

**Ousmane Mahamane**  
Source : Mali Tribune



## Reprise de Kidal : La classe politique salue

**La reprise de Kidal par l'armée malienne ce mardi a fait le bonheur des Maliens de tout bord. Via des communiqués qui affluaient de partout, la classe politique malienne félicite les autorités de la Transition et congratule l'armée malienne pour cette belle victoire.**

**T**out d'abord, c'est l'ancien Premier ministre et président d'honneur de Yéléma (le Changement), Moussa Mara qui a effectué en 2014 une visite risquée à Kidal qui est la première personnalité politique à réagir à cette reprise de la ville de Kidal par les FAMA. Dans un post sur sa page Facebook, il a félicité les autorités de la Transition et nos militaires pour cette victoire écrasante.

“Je félicite les autorités de la Transition et nos FAMA pour cet important progrès réalisé vers la stabilisation du Mali. Je demande aux populations de Kidal de faire confiance à leur armée et à leur Etat. Ensemble, donnons-nous la main vers les prochaines étapes à travers le retour complet de l'administration et la fourniture des services auxquels chacun de nos compatriotes a droit quel que soit le lieu où il se trouve sur le territoire”, a posté l'ancien chef du gouvernement sous le président Ibrahim Boubacar Kéita.

Dans un autre communiqué, le Parti pour la renaissance nationale (Parena) se réjouit de l'entrée des Forces ar-

mées du Mali dans la ville de Kidal qui constitue certainement un grand jour pour le Mali et le début d'une paix et d'une réconciliation durable.

“Le Parena adresse ses vives félicitations aux FAMA, prie pour le repos de l'âme des braves combattants tombés sur le champ d'honneur. Le Parena saisit cette occasion pour demander au gouvernement de Transition de travailler pour le retour des réfugiés et de renouer le dialogue avec les parties prenantes afin d'instaurer un climat de paix et de confiance, gage de tout développement”, peut-on lire dans le communiqué du parti du Bélier blanc dirigé par l'ancien chef de la diplomatie malienne, Tiébilé Dramé.

Dans la même lancée, le parti Convergence pour le développement du Mali (Codem) de Housseini Amion Guindo se félicite aussi de cette bravoure de l'armée malienne qui doit annoncer le début d'une paix durable dans cette partie importante de notre pays.

“Le Codem félicite nos Forces armées de défense et de sécurité qui ont pleinement rempli leur mission régalienne pour la patrie. Codem prie pour le repos de l'âme de toutes les victimes civiles et militaires de ce conflit fratricide qui n'a que trop duré”, a déclaré Housseini Amion Guindo, le président du Codem.

D'autres partis politiques et non des moindres tels que l'Adéma-PASJ, le RPM, l'URD... ont adressé les mêmes messages de joie et de félicitations aux FAMA et autorités de la Transition.

**Ousmane Mahamane**  
Source: Mali Tribune



## Haut conseil des maliens du Sénégal : Qui veut encore créer du désordre ?

**A**u haut conseil des Maliens du Sénégal alors que tout est fin prêt pour le nouveau bureau dirigé par Salia Coulibaly, ancien secrétaire général du bureau sortant, des personnes animées de mauvaise foi veulent créer le désordre. Bicéphalisme ? Eh non, un ancien président du bureau veut tout simplement créer du désordre et forcer son retour alors que son mandat est fini. Son nom est Almadane Ibrahim Toure.

C'est sur la base de la cotisation impayée pour le compte du CBME Sénégal. Pourtant dans le statut et règlement un pays peut être disqualifié au bout d'un an de retard de cotisation. Et en second lieu le président sortant n'a pas déféré à la procédure de commande de cartes en vue des élections. En conclusion, hormis le 2ème point, rien que le premier point est une faute éliminatoire pour lui. Car il

y'a un abus manifeste de la confiance des membres de bureau et de l'assemblée car Almadane Ibrahim Touré avais toujours affirmé que le Sénégal était à jour avec ses cotisations. Le hic est que pour lui Pour le nouveau président Salia Coulibaly manque de légitimité et de légalité et ne jouit que la reconnaissance du bureau mère qu'est le Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur, présidé par Habib Sylla.

Du moins, c'est ce que l'on est tenté de croire au regard de l'agissement fort regrettable de M. Almadane Touré qui avait pris congé de toute activité au nom du haut des Maliens du Sénégal

Pour beaucoup d'observateurs bien avertis, son objectif est de créer du cafouillage en vue d'empêcher le nouveau bureau de travaillé, dont il est lui-même exclu d'office. Rappelons que Almadane I Touré a été élu a été élu président du Haut conseil des maliens de Sénégal le 26 mars 2017.

**La Révélation**





# Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

## Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

**L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.**

**Article 4 :** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en oeuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;
- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux

niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;

- d'émettre un avis sur la mise en oeuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites ;

**Article 6 :** Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

**Article 7 :** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

## Valorisation des déchets solides : Bienvenue à «Waste, A golden Hiver in Mali»



« Les déchets, une mine d'or au Mali », en français, ce programme contribuera à valoriser les déchets en matières réutilisables afin de promouvoir l'économie circulaire.

L'université privée ISPRIC a accueilli samedi dernier le lancement d'un programme appelé «Waste, A golden Hiver in Mali». Ce programme vise spécifiquement à renforcer les compétences de 60 femmes dans les techniques de recyclage, à les former aux pratiques d'hygiène et

de protection, à leur fournir des kits sanitaires (bottes, gants, savon...) et à les structurer en coopératives afin qu'elles soient répertoriées et puissent bénéficier des opportunités offertes dans ce domaine.

Après les mots de bienvenue du représentant du maire de la commune IV du district de Bamako, la présidente de l'Association Maison de la Solidarité (AMS), Mme Aïssata Maiga a rappelé à l'assistance l'ampleur de la pollution de notre environnement, notamment la quantité

exorbitante de déchets produits au Mali en général et particulièrement dans la ville de Bamako. Selon la revue de la mairie du district de Bamako datant de 2009, il a été relevé une production quotidienne de 1 543 tonnes de déchets solides, dont seulement 30% sont évacués en raison de l'absence d'un site d'enfouissement final.

Cela explique pourquoi la moitié des déchets n'est ni collectée ni traitée, faute de dépôts de transit autorisés dans certaines grandes villes. De plus, la majorité des déchets pré-collectés par les Groupements d'intérêt économique (GIE) ou les ménages finissent soit dans des dépôts sauvages, soit dans les caniveaux à ciel ouvert, soit encore dans les cours d'eau. Dans les zones rurales, ils s'accumulent aux abords des concessions ou dans des terrains vagues avant d'être dispersés dans les champs avant la saison des pluies, a souligné la présidente de l'Association Maison de la Solidarité.

Mme Aïssata Maiga ajoute que malgré les efforts de l'État et de certains citoyens, il reste encore beaucoup à faire pour préserver notre environnement. «Et cela est difficile, voire impossible, sans une implication accrue des organisations communautaires», a-t-elle souligné.

Selon la présidente de l'Association Maison de la Solidarité, ce projet, comme son nom l'indique, «les déchets, une mine d'or au Mali», vise principalement à valoriser les déchets en matières réutilisables afin de promouvoir l'économie circulaire, c'est-à-dire une production durable de biens et de services en limitant la consommation, le gaspillage des ressources et la production de déchets. Cependant, selon Mme Aïssata Maiga, le programme «Waste, A Golden Hiver in Mali» permettra une meilleure gestion des énormes quantités de déchets produites, en facilitant leur réutilisation pour répondre à des besoins spécifiques. Cela aidera

ensuite les entreprises actives dans le domaine de la transformation des déchets à obtenir davantage de matières premières de qualité. De plus, cela permettra aux femmes d'acquiescer une autonomie financière à long terme.

Le représentant de l'ambassade des

États-Unis au Mali a salué l'initiative de ces jeunes à travers leurs associations respectives. Il considère que ce programme mérite d'être soutenu et accompagné financièrement. L'ambassade ne manquera pas d'apporter son soutien financier à la réutilisation des déchets solides à des fins utiles.

Il est à noter que ce programme est mis en œuvre par le Consortium, l'Association Maison de la Solidarité et le Réseau d'assistance et d'éradication au Mali (RADEM), avec le soutien financier de l'ambassade des États-Unis au Mali.

■ Ki-Zerbo

## Fonds COVID-19 de la CCIM : Le pourvoi du procureur de la cour d'appel examiné aujourd'hui

**La Chambre criminelle de la Cour suprême se prononce le lundi 20 novembre sur le pourvoi du procureur général de la Cour d'appel contre l'arrêt accordant la liberté provisoire à l'ancien président de la Chambre de commerce et d'industrie du Mali (CCIM). Youssef Bathily et ses 4 coaccusés écroués, le 22 novembre 2022 dans l'affaire du fonds Covid-19 de la Ccim, portant sur l'achat de 21 millions de masques anti-Covid-19, devraient être définitivement fixés sur leur sort.**

**L**a Chambre criminelle de la Cour suprême va juger le lundi prochain, le pourvoi du procureur de la Cour d'appel contre l'arrêt de mise en liberté de la Chambre d'accusation de la Cour d'appel de Bamako, dans l'affaire Youssef Bathily, ancien président de la Chambre de commerce et d'industrie du Mali (CCIM), et ses co-inculpés. M. Bathily, président de la CCIM, Mamadou Baba Sylla, 1er vice-président, Cheick Oumar Camara, secrétaire général, Lamine Sacko, comptable, et Alpha Kolly Guindo ont été placés sous mandat de dépôt en 2022 par le Pôle économique et financier. Ils ont été inculpés pour "atteinte aux biens publics et délit de favoritisme".

Le pourvoi est interjeté par le procureur général de la Cour d'appel de Bamako contre l'arrêt n°371 du 6 juin 2023 de la Chambre d'accusation de cette Cour. Il convient de préciser que



ledit arrêt accorde la liberté au président Youssouf Bathily et ses collaborateurs. Le pourvoi en question contredit la même Cour qui avait individuellement fixé le montant de la caution à 270 millions de F CFA, en se référant au montant incriminé (370 millions défini par le Végal).

Mais le procureur général a jugé faible le montant de la caution qui avait été régulièrement versée contre reçu et quittance du Trésor public. Il a en outre indiqué que la relaxe des mis en cause troublerait l'ordre public. Ce pourvoi a empêché Youssouf Bathily et ses coaccusés d'être relaxés le 6 juin 2023 en attendant le jugement du fond.

Le seul point à l'ordre du jour le lundi 20 novembre 2023 en tout cas s'agissant de ce dossier, est et demeure le jugement du pourvoi du procureur général de la Cour d'appel de Bamako. Le sort de Youssouf Bathily, Mamadou Baba Sylla, Cheick Oumar Camara, Lamine Sacko et Alpha Kolly Guindo sera connu le lundi prochain, selon l'arrêt rendu par la Chambre criminelle de la Cour suprême. Ils vont recouvrer la liberté en cas de rejet du pourvoi par la Cour suprême.

Pour mémoire, le ministère de l'Industrie et du Commerce en tandem avec celui de l'Economie et des Finances avait remis de l'argent à la CCIM pour l'achat de 21 millions de masques de lutte contre la Covid-19. Pour un coût global de 10 942 500 000 F CFA. Deux qualités de masques anti-Covid-19 étaient sollicitées par l'Etat.

Les masques chirurgicaux à usage unique et les masques en coton lavable et réutilisable. Deux conven-

tions de fourniture de masques de lutte contre la Covid-19 (convention du 5 mai 2020 et du 31 décembre 2020) avaient été établies entre le ministère de l'Industrie et du Commerce et le ministère de l'Economie et des Finances portant sur une quantité de 21 millions de masques.

Ces masques avaient été achetés dans le cadre du programme présidentiel dénommé "Un Malien, un masque". Le tableau de bord dûment établi laisse apparaître que les 21 millions de masques remis au secrétaire général du ministère de l'Industrie et du Commerce ont été répartis entre l'ensemble des communes de Bamako, sur l'ensemble du territoire national en plus des départements ministériels et services rattachés.

Cette affaire de programme présidentiel "Un Malien, un masque", d'un montant total a donné lieu à un rapport du Bureau du Vérificateur général (Végal) en 2021. Ledit rapport a décelé des irrégularités financières dans la procédure d'achat, notamment : le non-paiement des droits d'enregistrement et taxes connexes aux impôts d'un montant de 378 millions F CFA. D'autres irrégularités font état de l'exécution par le président Youssouf Bathily des marchés d'acquisition des masques sans contrat pour 9 462 500 000 F CFA, de non acquittement de droits d'enregistrement et de redevance de régularisation pour 378 087 500 F CFA.

Dans ce dossier, le rapport du Vérificateur général n'a constaté, aucune malversation mais plutôt des irrégularités dans la procédure citées plus haut. Le ministère de l'Industrie et du Commerce et celui

de l'Economie et des Finances n'ont porté aucune plainte par rapport aux conventions de fournitures des 21 masques Covid-19. Ça ne saurait être autrement. En ce sens que l'achat des 21 millions de masques a été fait conformément à l'esprit et la lettre des instructions du Premier ministre Dr. Boubou Cissé.

Le 16 avril 2020, Dr. Boubou Cissé Premier ministre, ministre de l'Economie et des Finances, avait envoyé une lettre au ministre délégué de l'Economie et des Finances chargé du Budget. Cette lettre était relative aux 12 mesures économiques et sociales prises par l'Etat face à l'urgence de la Covid-19. Parmi ces mesures figure bien évidemment l'achat de 21 millions de masques anti-Covid-19. Pour un plan de riposte rapide contre cette maladie, la même lettre a prévu l'exonération des droits et taxes des produits sanitaires et pharmaceutiques entrant dans ce cadre.

Le Pôle économique et financier a quant à lui constaté des détournements. Guidé par son intime conviction, le juge d'instruction du Pôle économique et financier a placé sous mandat de dépôt, le 22 novembre 2022, le président de l'institution consulaire, Youssouf Bathily, Mamadou Baba Sylla, Cheick Oumar Camara, Lamine Sacko et Alpha Kolly Guindo. Pour "atteinte aux biens publics et délit de favoritisme".

Wait and see !

■ **Abdrahamane Dicko**

Source : Mali Tribune

[www.malikile.com](http://www.malikile.com)

## SOLIDARITE: l'AFTI fait parler son cœur

Dans le cadre du mois de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion, l'Amicale des femmes travailleuses de l'INPS (AFTI) a procédé à la remise de dons à leurs sœurs et frères des camps des déplacés sis à Garbal Faladiè et Niamana. C'était le mercredi 15 novembre 2023 en présence des autorités communales et coutumières, des deux camps et des services du développement social. Les dames de l'AFTI n'ont pas oublié les enfants de la pouponnière de Niamana.



**A** l'image du Directeur Général de l'INPS, Ousmane Karim Coulibaly, parrain du mois de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion de la région de Ségou, l'Amicale des femmes travailleuses de l'INPS (AFTI) n'est pas restée en marge de ce mois consacré à la solidarité dans notre pays. Pour magnifier leur solidarité, les braves dames

de l'amicale s'étaient données rendez-vous aux camps des déplacés du Garbal de Faladiè et de Niamana avec les bras chargés. Le don était composé de produits alimentaires, sanitaires et des habits.

Pour la présidente de l'Amicale, Docteur Fatimata Binta TOURE, il s'agit pour elle et ses collègues d'apporter

leur soutien à leurs sœurs et frères déplacés et des enfants de la pouponnière. Elle a profité de l'occasion pour féliciter et encourager les FAMA pour leur belle victoire dans la Région de Kidal, le mardi 14 novembre 2023, marquant le retour de l'armée après plus de 11 ans d'absence et l'assouplissement du conflit armé qui a entraîné des centaines de milliers de

déplacés.

Une situation, durement ressentie par les couches les plus vulnérables de la population que sont les femmes et les enfants, a déploré Docteur Fatimata Binta TOURE. « C'est pourquoi nous, femmes de l'INPS, avons décidé de faire ce geste de solidarité... La solidarité et le partage doivent être des valeurs cardinales qui nous permettront de rester proches malgré les conflits », a-t-elle souligné.

Elle n'a pas manqué de remercier la Direction générale de l'INPS en général, qui s'est mobilisée autour de cette activité, et particulièrement

au DG Ousmane Karim COULIBALY qui a toujours été aux côtés des dames de l'INPS en toute circonstance et dont le soutien n'a jamais fait défaut, estime « Docteur Ina ».

La présidente de l'Amicale, a aussi adressé ses sincères félicitations au Colonel Assa Badiallo TOURE, Ministre de la Santé et du Développement social, pour le travail exceptionnel qu'elle effectue au quotidien pour aider les populations les plus démunies.

Les chefs de quartiers, les notabilités, ainsi que le Maire de la Commune VI n'ont pas été occultés par Mme DOUMBIA pour leurs rôles

majeurs dans l'organisation de cette activité capitale pour les déplacés. Elle a réitéré la disponibilité de son amicale à soutenir les déplacés et les efforts du gouvernement en faveur des plus démunis.

Les autorités communales et coutumières de la Commune VI ainsi que les bénéficiaires ont, en retour, remercié l'AFTI pour ce geste combien important pour les pensionnaires des deux camps qui regorgent de femmes, d'hommes et d'enfants.

■ **Adama DIARRA**

Service des Relations Publiques,  
INPS.



**INSTITUT NATIONAL  
DE PREVOYANCE SOCIA**



**Aidez-nous à lutter  
contre le Terrorisme  
Contactez le Centre  
d'appel « DÈMÉSO »**



**APPEL  
GRATUIT**

**80001120  
80001122**



**+223 98-17-36-45  
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU  
TERRORISME  
AU MALI**

# Commission tripartite Mali-Burkina Faso-UNHCR : Des solutions envisagées pour le rapatriement des déplacés

Au 30 septembre 2023, le Mali compte 207 643 réfugiés, dont 36 372 au Burkina Faso, 104 080 en Mauritanie et 77 191 au Niger.



**D**u 15 au 17 novembre 2023, la capitale malienne, Bamako, a accueilli la 12ème réunion statutaire du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR). Co-présidée par Mme la ministre malienne de la santé et du développement social, le col-

onel Assa Badiallo Touré, et son homologue burkinabè, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, de la coopération régionale et des burkinabè de l'extérieur, chargé de la coopération régionale, ladite réunion s'est tenue à l'hôtel Azalaï Salam de Bamako. À

l'ordre du jour figurait l'examen des questions liées au processus de rapatriement volontaire et organisé des réfugiés maliens.

Les travaux de la réunion ont été précédés par une cérémonie d'ouverture marquée par trois

interventions. Le représentant du HCR au Mali, M. Mohamed Askia Touré, a dressé le contexte. Il a d'abord salué l'engagement du gouvernement malien dans ses efforts de consolidation de la paix, de réconciliation nationale, de sécurisation de tout son territoire, d'amélioration de l'accès à la justice et de développement des régions du nord et du centre. Selon lui, ces initiatives, soutenues par les États du Sahel (y compris le Burkina Faso) dans la lutte contre le terrorisme, sont porteuses d'espoir. Elles visent à améliorer les conditions de retour et de réintégration des rapatriés, conformément aux engagements pris lors du dialogue régional de protection et de solutions dans le cadre des déplacements forcés au Sahel, qui s'est tenu à Bamako en septembre 2019.

M. Touré a ajouté que, face aux déplacements forcés et à leurs conséquences dramatiques pour les populations victimes, le HCR considère que le rapatriement volontaire des réfugiés est certainement une solution à privilégier lorsque les conditions le permettent et que les conditions d'accueil dans les localités de retour sont réunies. Actuellement, certaines zones de retour ne permettent pas encore d'envisager le rapatriement organisé des 206 083 réfugiés maliens en exil dans la sous-région, dont plus de 36 000 se trouvent actuellement au Burkina Faso. Cependant, tous les acteurs

humanitaires restent mobilisés pour soutenir les efforts du Mali et du Burkina Faso et s'assurer que les candidats au retour puissent prendre des décisions éclairées concernant leur rapatriement, dans la sécurité et la dignité, a souligné Mohamed Askia Touré. Tout en réaffirmant toujours la disponibilité du Haut Commissariat des Réfugiés (HCR) à renforcer les capacités de ses partenaires, le ministre burkinabè, M. Jean-Marie Karamoko Traoré, a d'abord reconnu le rôle important et crucial du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés en tant que partenaire du Burkina Faso et du Mali. Il a ensuite ajouté que la présente session a été une opportunité de discuter des réformes à apporter dans les missions de la tripartite, notamment par le biais d'une révision de l'ensemble des textes régissant la mise en œuvre des décisions afin de prendre en compte le rapatriement des réfugiés burkinabè vivant au Mali.

Le ministre du Burkina Faso a assuré de sa disponibilité à aborder toutes les questions nécessaires pour parvenir à des outils et procédures suffisamment affinés, afin d'obtenir des résultats à la hauteur des attentes. Il a exprimé le souhait que les actions entreprises par les autorités burkinabè et maliennes en vue de la consolidation de la paix se renforcent, permettant ainsi aux frères burkinabè et maliens réfugiés de rentrer chez eux.

Le ministre malien, le colonel Assa Badiallo Touré, a salué la bravoure, le courage et le dévouement de nos forces de défense sur le terrain. Les efforts des FAMAs ont été récompensés par la reprise de la ville de Kidal. Elle a également exprimé sa gratitude envers le gouvernement burkinabè pour avoir accepté l'invitation du Mali et pour l'honneur qui lui a été fait. Selon elle, de janvier à octobre 2023, les groupes armés ont continué à attaquer les populations civiles dans le nord et le centre du pays. Les attaques perpétrées dans le centre ont entraîné des violences intercommunautaires et des affrontements entre les habitants d'une même région. La violence des conflits a provoqué des déplacements de populations à l'intérieur du Mali et vers les pays voisins. Ainsi, au 30 septembre 2023, on dénombrait 85 484 rapatriés dans 115 communes et 207 643 réfugiés maliens dans les trois pays d'asile. Invitant les membres de ladite commission tripartite à apporter une contribution significative et efficace pour la réussite de cette mission, le colonel Assa Badiallo Touré a vivement plaidé en faveur du retour définitif de la paix et de la sécurité. Elle a exprimé le souhait que nos braves et laborieuses populations puissent se consacrer en toute quiétude aux tâches qui les attendent.

**Ki-Zerbo**

Abonnez-vous à votre journal numérique

# Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp: 70 44 22 23 - Mail: @gmail.com

Site: www.malikle.com

## Nouveau découpage administratif : Le RPM forme ses militantes



Le parti Rassemblement pour le Mali (RPM) a organisé ce week-end une journée d'échanges afin de renforcer les compétences de ses élus, cadres et femmes potentiellement candidates dans le district de Bamako, en ce qui concerne le nouveau cadre administratif et juridique lié à la loi n°2015-052 du 18 décembre 2015, qui vise à promouvoir l'égalité des genres dans l'accès aux fonctions nominatives et électives.

L'ancien CRES de Badalabougou a servi de cadre le week-end dernier à un atelier organisé par le Bureau politique national (BPN) du parti. Cet atelier a permis de discuter du nouveau découpage territorial et administratif, en particulier du district de Bamako, en lien avec la loi n°2015-052 du 18 décembre 2015, également connue sous le nom de loi Oumou Ba.

Dans son discours d'ouverture, le président du parti, Dr Bokari Treta, a tout d'abord rappelé aux

participants que le parti avait tenu son premier congrès extraordinaire les 26 et 27 août 2023, au Centre international de conférences de Bamako (CICB). À la suite de ce congrès, le nouveau bureau politique national a élaboré un plan d'actions trimestriel (octobre, novembre et décembre 2023), qui s'engage dans l'organisation de cet atelier.

Bokari Treta a déclaré qu'en mars 2023, le gouvernement de la République du Mali avait adopté de nouveaux textes juridiques dans le cadre de la réorganisation administrative et territoriale du pays. Cela explique les changements importants déjà intervenus dans le statut de Bamako. Il s'agit principalement de la suppression de la commune en tant que niveau de collectivité territoriale et de l'incorporation de certaines communes du cercle de Kati dans le district de Bamako.

Le président du parti des tisserands

a souligné que le district de Bamako avait connu plusieurs réformes politiques tout au long de son histoire. Il a mentionné l'arrêté du Gouverneur général du 1er janvier 1911, qui a créé des communes mixtes, dont celle de Bamako ; le statut de district-collectivité accordé à Bamako en 1977 ; l'administration de la ville de Bamako par un gouverneur en 1993 et par un gouverneur et un maire en 1998, etc.

Conscient de l'importance des différents sujets abordés lors de cette journée d'échanges, Bokari Treta a demandé aux participants d'être assidus et a recommandé des échanges francs et courtois afin de parvenir à des propositions et recommandations pertinentes pour renforcer les capacités du parti en général, et en particulier celles des femmes potentiellement candidates.

Pour animer les cinq thèmes abordés, l'expertise de certains cadres chevronnés de l'administration a été sollicitée. Les thématiques abordées étaient les suivantes : le cadre juridique du nouveau statut du district de Bamako ; l'organisation structurelle et fonctionnelle du RPM dans le district de Bamako face aux enjeux politiques ; comment atteindre le quota d'un tiers (1/3) de représentativité des femmes au sein du RPM dans le contexte de la nouvelle réorganisation territoriale et administrative du district de Bamako ; les défis liés à l'assainissement et à l'approvisionnement des populations du nouveau district de Bamako ; et l'état de la mise en œuvre des recommandations et les prochaines étapes de l'outil "Gagner avec les femmes : Win With Women".

**Ki-Zerbo**

## Pomme de Terre: Les bonnes nouvelles du champ



**A** lors que le prix du kilo semble être hors de portée, les premiers responsables de la filière de la pomme de terre annoncent de bon augure pour la prochaine campagne. Mais est-ce suffisant pour éviter que le prix cesse de flamber ? Les causes sont énormes.

Par endroits, les prix de la pomme de terre varient entre 700 et 750 F CFA. Une énorme flambée des prix par la rareté de ce tubercule qui se vendait par moments à 200 F CFA. Si la pomme, notamment locale, se fait rare présentement sur les marchés, les causes seraient dues à plusieurs facteurs. Même si l'interprofession de la filière annonce une bonne campagne en vue, les mêmes causes pourraient continuer à produire les mêmes effets si la démarche restait la même.

Dans une sortie médiatique, le président du comité régional de l'interprofession pomme de terre de Sikasso rassure sur la campagne prochaine. Chaka Coulibaly explique que la bonne pluviométrie enregistrée cette année à Sikasso constitue

de bon augure pour la filière d'autant plus que beaucoup de cultivateurs ont envisagé d'accroître leur superficie cultivable.

Le ministre de la communication à l'assemblée générale des régulateurs de télécommunications de l'Afrique de l'ouest : "J'invite les régulateurs des télécommunications à accorder une attention au développement de ce secteur ..."

Avec un rendement de 22 tonnes à l'hectare, il garde espoir que la production nationale de 350 000 tonnes par an, dont 300 000 pour Sikasso seul, pourrait être largement dépassée lors de la prochaine récolte.

Malgré cette belle perspective, le revers de la médaille pourrait encore être les difficultés de conservation. Sur une quantité de 300 000 tonnes, Sikasso ne possède qu'une capacité de conservation de 3500 tonnes. Ce qui constitue, aux yeux des acteurs de la filière, une énorme difficulté. "Lors de la campagne passée, le taux de perte a augmenté

car le rendement a été satisfaisant mais faute de moyen de conservation la perte a été élevée", regrette Chaka Coulibaly qui souhaite que cette capacité de conservation soit augmentée afin de minimiser les pertes et freiner la flambée des prix pendant la contre saison.

Avec les moyens du bord, la pomme de terre est conservée de trois manières. Dans les magasins, sous les hangars et arbres en plus des chambres froides. Avec une grande production, les stocks non écoulés sur les marchés locaux et étrangers (Burkina, Côte d'Ivoire, Bénin qui sont les grands importateurs de la pomme de terre du Mali) sont ainsi exposés des pertes.

Alors que les chambres froides ont une faible capacité par rapport à la production avec un coût énergétique très élevé, les magasins et autres ne permettent pas de tenir longtemps. D'où cette flambée des prix pendant la contre saison.

**AC.**  
Mali Tribune

## Relations sino-américaines

### Xi Jinping souligne le rôle du peuple



**L**e président chinois Xi Jinping a souligné mercredi le rôle du peuple dans les relations sino-américaines lors d'un dîner d'accueil organisé par des organisations d'amitié aux États-Unis.

«Les fondations des relations sino-américaines ont été posées par nos peuples», a déclaré M. Xi, soulignant que «la porte des relations

sino-américaines a été ouverte par nos peuples», «les histoires des relations sino-américaines sont écrites par nos peuples» et «l'avenir des relations sino-américaines sera créé par nos peuples».

«Nous devrions construire plus de ponts et tracer plus de routes pour les interactions entre peuples. Nous ne devons pas ériger des bar-

rières ni de créer un effet de refroidissement», a-t-il poursuivi.

Par ailleurs, le président chinois s'est dit convaincu que la porte des relations sino-américaines ne peut être refermée une fois ouverte, et que la cause de l'amitié sino-américaine ne saurait être détournée à mi-parcours une fois entamée.

## France

# Malaise dans la diplomatie sur la politique de macron au Moyen-Orient

La 3e journée du championnat national de première division s'est jouée le week-end passé. Après deux victoires alignées, l'AS Réal de Bamako et le Club Olympique de Bamako avaient l'occasion d'être les seules formations à réussir la passe de 3. Mais ils n'y sont pas arrivés après avoir été accrochés respectivement par l'AS Bakaridjan et l'Afrique Football Elite sur le score identique de 1-1.

L'existence d'une note confidentielle critiquant la politique d'Emmanuel Macron au Moyen-Orient et sa partialité à l'égard d'Israël a été révélée dans des cercles de diplomates qui en ont dévoilé la tonalité au quotidien Le Figaro. Son contenu exact n'a pas filtré. « C'est une note interne à caractère professionnel qui est inhabituelle dans sa forme puisqu'elle est collective, signée par une dizaine d'ambassadeurs du Moyen-Orient », a expliqué à l'AFP Denis Bauchard, ancien ambassadeur en Jordanie, qui s'est entretenu avec une des personnes ayant eu connaissance de ladite note.

Des dizaines – voire plus – de notes dites « diplomatiques » – autrefois appelées « télégrammes » – sont envoyées chaque jour par les ambassades et consulats au ministère des Affaires étrangères. Mais elles n'ont pas vocation à devenir publiques.

### DEMARCHE D'AMBASSADEURS

La fuite n'est « pas fortuite », souligne un diplomate à Paris qui requiert l'anonymat. Le Quai d'Orsay n'échappe pas au débat sur le conflit israélo-palestinien qui secoue la société française.

Cette note « apparaît comme une véritable démarche d'ambassadeurs qui font un constat identique », remarque Denis Bauchard, également ex-directeur pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient au ministère. « C'est l'expression d'une inquiétude, celle de voir la France



perdre de son influence y compris dans des pays avec lesquels les relations sont traditionnellement bonnes, que ce soit au Liban, en Jordanie ou en Égypte ».

« Le Quai d'Orsay ne commente pas la correspondance diplomatique de nature confidentielle », a réagi Anne-Claire Legendre, la porte-parole du ministère. « La diplomatie n'est

pas affaire d'opinions individuelles exprimées dans la presse. Le devoir de réserve et l'obligation de loyauté s'appliquent aux diplomates comme à tous les fonctionnaires », a-t-elle ajouté en forme de rappel à l'ordre.

Pour l'ancien ambassadeur en Irak et en Tunisie, Yves Aubin de la Messuzière, cette note résulte

de « prises de position successives du président sur le conflit israélo-palestinien qui suscitent l'incompréhension » chez certains ambassadeurs. « On a le sentiment d'initiatives ou de propositions irréfléchies ou totalement improvisées, comme celle qui consistait à élargir les missions de la coalition internationale de lutte contre l'État islamique au combat contre le [groupe islamiste palestinien] Hamas. » C'était « inutile et inopérant », poursuit-il, en référence au fait que de nombreux pays arabes n'auraient jamais adhéré à une telle initiative.

### PERTE D'INFLUENCE

Il souligne aussi que les positions du président rendent « illisible » la politique étrangère de la France, compliquant la tâche des diplomates sur le terrain. Depuis le général de Gaulle jusqu'à Jacques Chirac, la question israélo-palestinienne était « un élément structu-

rant de la politique étrangère de la France », rappelle-t-il, regrettant que la question ait perdu « de sa centralité ».

« La situation est très sérieuse car il en va de la perte d'influence dans la région », estime-t-il. « Le président français a perdu sa crédibilité dans le monde arabe et sa réputation, en particulier après ses déclarations lors de sa visite en Israël, où il a apporté son soutien inconditionnel », assénait ainsi au début du mois de novembre à l'AFP un conseiller du Premier ministre irakien, Mohamed Chia al-Soudani, sous couvert d'anonymat.

Denis Bauchard note que la France a perdu l'image « d'un pays qui avait une position originale au Moyen-Orient », équilibrée entre Israéliens et Palestiniens. « On considère de plus en plus dans les pays arabes que la France est alignée sur les États-Unis et apporte un soutien quasi-inconditionnel à

Israël », dit-il.

Denis Bauchard et Yves Aubin de la Messuzière expliquent que les diplomates sont, en outre, « préoccupés par la méthode », avec une cellule diplomatique à l'Élysée qui leur semble avoir pris « trop d'ampleur » et qui ne tiendrait pas suffisamment compte des experts du Quai d'Orsay. « Le président n'est, bien évidemment, pas tenu de suivre les conseils que lui donnent les diplomates, qu'ils soient à l'Élysée ou au Quai d'Orsay, mais le sentiment est trop souvent, à tort ou à raison, celui de l'improvisation intuitive », résume Denis Bauchard.

Des critiques rejetées par la porte-parole du Quai qui souligne que « chaque situation internationale fait l'objet de contributions nombreuses de nos postes diplomatiques ».

**Jeuneafrique (Avec AFP)**



## Coupe du monde 2026 : Les aigles, en route pour USA-Canada-Mexique

Les éliminatoires de la Coupe du monde 2026 ont démarré depuis le mercredi 15 novembre pour les pays africains. Pour sa part, le Mali effectue son entrée en lice à la compétition ce vendredi 17 novembre face au Tchad au Stade du 26-Mars de Bamako (19 h GMT).



La prochaine édition de la Coupe du monde Séniors de football, co-organisée par les Etats-Unis d'Amérique, le Canada et le Mexique, se tiendra en 2026. Avant cette date, les éliminatoires de la compétition ont démarré cette semaine dans la zone africaine. Avec 48 places à pourvoir (une première dans l'histoire du Mondial), l'Afrique a droit à 9 places contrairement à 5 lors des précé-

dentes éditions à 32 pays. En bonus, une équipe supplémentaire africaine pourrait se qualifier par l'intermédiaire des barrages à disputer avec un pays d'un autre continent.

En Afrique, les 54 pays ont été répartis en neuf groupes chacun composé de six équipes. Les neuf groupes joueront dans un for-

mat aller-retour. Chaque équipe affrontera les autres deux fois et chaque vainqueur de groupe (1er) se qualifiera automatiquement pour la Coupe du monde de la Fifa 2026. Les quatre meilleurs deuxièmes de groupe participeront ensuite à une phase de barrages pour déterminer la sélection qui représentera la CAF lors du Tournoi de barrages. Ce Tournoi de

barrages, a expliqué la Fifa, comptera une équipe de chacune des six confédérations de la Fifa, à l'exception de l'UEFA, ainsi qu'une équipe supplémentaire issue de la confédération hôte (Concacaf).

Placé dans le groupe I, le Mali entame ses matches éliminatoires ce vendredi face au Tchad. La rencontre se disputera au Stade du 26-Mars de Bamako. En regroupement dans un hôtel de Bamako depuis le début de semaine, les Aigles ont enregistré deux cas de forfait pour blessure. Il s'agit du milieu de terrain Adama Traoré « Noss » et le portier Djigui Diarra. Ce dernier a été remplacé par le portier de l'Afrique Football Elite, Aboubacar Doumbia.

Par ailleurs, la Fifa et la Caf ont confirmé que la Fédération de football de l'Erythrée s'est retirée des éliminatoires. "Suite au retrait de l'Erythrée, le groupe E des éliminatoires de la Caf

sera disputé par les cinq équipes restantes à savoir le Maroc, la Zambie, le Congo, la Tanzanie et le Niger. Tous les matches de l'Erythrée sont désormais annulés. Le reste du calendrier des matches du groupe E reste inchangé", peut-on lire dans un communiqué de presse.

A.C.

### La composition des neuf groupes:

**Groupe A :** Egypte, Burkina Faso, Guinée-Bissau, Sierra Leone, Ethiopie, Djibouti.

**Groupe B :** Sénégal, RD Congo, Mauritanie, Togo, Soudan, Soudan du Sud.

**Groupe C :** Nigeria, Afrique du Sud, Bénin, Zimbabwe, Rwanda, Lesotho.

**Groupe D :** Cameroun, Cap-Vert, Angola, Libye, Eswatini, Maurice.

**Groupe E :** Maroc, Zambie, Congo, Tanzanie, Niger / Forfait : Erythrée.

**Groupe F :** Côte d'Ivoire, Gabon, Kenya, Gambie, Burundi, Seychelles.

**Groupe G :** Algérie, Guinée, Ouganda, Mozambique, Botswana, Somalie.

**Groupe H :** Tunisie, Guinée équatoriale, Namibie, Malawi, Liberia, Sao Tomé-et-Principe.

**Groupe I :** Mali, Ghana, Madagascar, Centrafrique, Comores, Tchad.

A.C.

Source: Mali Tribune





## Bélier (21 mars - 19 avril)

Ciel un peu voilé. Vous manquez d'inspiration et les idées ne se bousculent pas à la porte. Pas d'inquiétude, votre créativité a peut-être simplement été trop sollicitée ces derniers temps. Même les esprits les plus féconds ont besoin d'un peu de repos. En attendant que les idées de projets reviennent, pourquoi ne pas apporter votre soutien à un collègue en lui faisant profiter de vos nombreuses compétences ?



## Taureau (20 avril - 19 mai)

Un changement s'annonce pour votre vie professionnelle. Il peut s'agir d'une évolution, de l'arrivée d'un nouveau collaborateur, voire d'un changement radical de carrière. Soyez attentif aux signes de l'univers, vous devriez recevoir dans la journée quelques indices quant à la direction que va prendre votre vie pro. Vous avez toujours eu de l'audace et vous allez, encore une fois, savoir saisir les nouvelles opportunités !



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Période prolifique sur le plan professionnel. Vos compétences sont mises au service de projets importants. Cette reconnaissance par votre hiérarchie est bien méritée. Attention toutefois aux choix que vous pourriez faire. Distinguer une entreprise audacieuse d'une entreprise hasardeuse vous évitera la débâcle professionnelle. Prenez le temps de réfléchir avant de prendre toute décision engageant vos compétences.



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

Ne prenez pas comme une punition le fait de devoir réorienter un projet professionnel. Seul, on va plus vite ; ensemble, on va plus loin. Il est essentiel de tenir compte de l'avis des autres et de procéder à des aménagements. Une fois que vous aurez passé ce cap, votre projet sera plus solide. Vous pourrez alors emporter l'adhésion et vous féliciter de votre flexibilité ! À terme, celle-ci vous apportera des alliés utiles à votre progression.



## Lion (22 juillet - 23 août)

Vous rayonnez au travail aujourd'hui. Montrez de quoi vous êtes capable. Les résultats de vos efforts vous étonneront et étonneront également les personnes avec qui vous travaillez. Vous ne regretterez assurément pas vos efforts, et vous pourriez profiter des bonnes ondes astrales pour améliorer votre poste (avancement, salaire). Vous cherchez un travail ? C'est aussi une excellente journée pour trouver l'emploi parfait si vous vous en donnez les moyens.



## Vierge (23 août - 23 septembre)

C'est la journée du compromis aujourd'hui au travail ! Et vous devrez faire avec, même si cela ne vous convient pas. Vous devrez ruser et agir dans la nuance pour que votre travail et vos idées pertinentes soient reconnus. Acceptez, et cela ira mieux demain ! Vous avez envie de trouver un nouvel emploi ? Là encore, vous devrez mettre votre esprit astucieux au premier plan dans vos recherches, mais cela payera bientôt !



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous rêvez d'un nouveau départ professionnel. Attachez vos ceintures, les opportunités vont se présenter rapidement à vous. C'est le moment de saisir votre téléphone, de renouer avec d'anciens contacts, d'intégrer de nouvelles sphères. Les métiers du commerce et de la communication sont particulièrement favorisés. Pour ne pas vous laisser déborder, établissez un planning, et projetez-vous. Cela vous aidera à bien vous positionner face à vos interlocuteurs.



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous êtes indéniablement doué dans votre travail, mais vous avez du mal à faire valoir vos idées auprès de vos collaborateurs. Qu'il s'agisse de timidité ou d'anxiété sociale, vous préférez acquiescer aux idées des autres ou, pire, passer votre tour quand on vous demande de vous exprimer en réunion. Votre prochaine réussite devrait vous apporter l'aplomb nécessaire pour oser vous exprimer librement.



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous aimeriez bien que les choses changent au travail. La routine devient pesante, vous recherchez de la nouveauté... Hélas, ce n'est pas pour tout de suite ! Rien ne change, et vous devrez encore vous atteler aux mêmes occupations. Cela commence à vous lasser, et vous en avez assez. Et si vous changez ? Envisager de nouvelles occupations peut s'avérer être une excellente idée aujourd'hui. Votre projet pourra se construire vite et bien.



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous excellez au travail aujourd'hui. Toutes vos idées seront appréciées et les relations avec vos collègues vont grandement s'améliorer. Vous pourriez même vous faire remarquer par vos supérieurs. Si vous êtes à la recherche d'un nouvel emploi, c'est un jour vraiment faste. Vos compétences seront appréciées et vous pourrez négocier au mieux les termes de votre contrat. Profitez-en ! Cela ne se présentera pas de sitôt.



## Verseau (20 janvier - 19 février)

Il vous faudra faire preuve d'une grande patience au travail. Rien ne se passe comme vous l'aviez prévu. Restez calme. Vous mettre en colère ne vous servira à rien. Vous verrez que les choses s'amélioreront au fil de la journée. Finalement, vous pourriez même apprécier ce surcroît de travail et ce stress ! Vos supérieurs vont quant à eux vous remarquer et apprécier votre zénitude. Ils pourraient même envisager un nouveau poste.



## Poisson (19 février - 21 mars)

Bonne nouvelle : on vous prend enfin au sérieux ! Vous atteindrez les objectifs professionnels que vous vous étiez fixés, non sans mal. De belles perspectives vous attendent, mais ne brûlez pas toute votre énergie d'un coup, elle pourrait bien vous servir dans les prochains temps. Quant à l'idée de foncer tête baissée dans de nouveaux projets, laissez-la tomber, elle pourrait facilement vous nuire.



L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

<p>1273 <b>Malikilé</b></p> <p><b>KASSOUBÉ</b> invite les acteurs de la justice à la pédagogie à l'Assemblée</p> <p><b>Kamena lève le voile!</b></p>	<p>1274 <b>Malikilé</b></p> <p>Commission de finalisation du projet de Constitution   <b>Le rêve brisé</b></p> <p><b>Les enfants de Badalabougou servis</b></p>	<p>1275 <b>Malikilé</b></p> <p>5ème édition de la Nuit de l'Entrepreneuriat: Un rendez-vous d'affaires et de partage d'idées novatrices</p> <p><b>Le président Cissé reçoit la délégation de la Commission de l'UA</b></p>	<p>1276 <b>Malikilé</b></p> <p>Mali: <b>Baron Diop</b>   <b>Moussa Faki Mahamat reçu par Assimi Goïta</b></p> <p><b>Amadou Dicko aux Nations Unies</b></p> <p><b>La grosse arnaque!</b></p>
<p>1277 <b>Malikilé</b></p> <p>Division des Femmes d'Aménagement et de protection des forêts et de la faune: <b>La Visitation Générale de la 1ère ANS 2022 FCFIA d'Irrégularités féminines</b></p> <p><b>Projet SWVEDO et autonomisation des femmes</b></p> <p><b>242 filles et femmes installées</b></p>	<p>1278 <b>Malikilé</b></p> <p>ARG: <b>Mo Mustapha Cissé, l'homme de la situation</b></p> <p><b>Economie et gestion</b></p> <p><b>Fcfa ou monnaies nationales.</b></p> <p><b>De quoi ont peur les pays de la zone franc?</b></p>	<p>1279 <b>Malikilé</b></p> <p><b>Le responsable des Droits de l'Homme persona non grata</b></p> <p><b>Montaga Tall en robe pour défendre l'Islam et le HCIM</b></p>	<p>1280 <b>Malikilé</b></p> <p><b>Deg élèves exposés à la querelle populaire</b></p> <p><b>Les travaux débuts aujourd'hui!</b></p>

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23